

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales
Band: 71 (2013)
Heft: 4

Artikel: "Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi"
Autor: Hillenkamp, Isabelle
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-390982>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«SOCIOÉCONOMIE ET DÉMOCRATIE. L'ACTUALITÉ DE KARL POLANYI»

ISABELLE HILLENKAMP

Institut de socioéconomie, Université de Genève
isabelle.hillenkamp@unige.ch

> L'auteure, codirectrice avec Jean-Louis Laville d'un récent et remarquable ouvrage sur l'économiste Karl Polanyi, reprend les idées développées dans leur opus avant de poser quelques questions ardentes sur l'économie sociale et solidaire.

Mots-clés: Socioéconomie, Karl Polanyi, démocratie, désencastrement, économie sociale et solidaire.

Ce texte reprend des éléments de présentation du livre *Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi*¹ préparés pour la conférence qui a eu lieu le 8 octobre 2013 à la Maison des associations (Genève) et du débat l'ayant suivi. Cette conférence a réuni Jérôme Blanc (Faculté de sciences économiques de l'Université Lumière Lyon 2), Christophe Dunand (Chambre de l'économie sociale et solidaire APRES-GE), Isabelle Hillenkamp (Institut de socioéconomie de l'Université de Genève), Jean-Louis Laville (Conservatoire national des Arts et Métiers, Paris), Michel Oris (Institut de socioéconomie de l'université de Genève) et Jean-Michel Servet (Institut des hautes études internationales et du développement, Genève). Elle a été organisée par APRES-GE, l'Institut de socioéconomie et «Génération de l'économie sociale et solidaire» Geness.ch.

Le texte qui suit a été rédigé par Isabelle Hillenkamp, mais il s'appuie, notamment pour ce qui est de la partie consacrée au débat, sur les apports de l'ensemble des participants.

1. POURQUOI CE LIVRE?

Ce livre rassemble treize textes d'auteurs européens, nord-américains et sud-américains issus de différentes disciplines des sciences économiques, sociales et politiques (Vicki Birchfield, Jérôme Blanc, Michael Burawoy, José Luis Coraggio, Nancy Fraser, Keith Hart, Isabelle Hillenkamp, Jean-Louis Laville, Marguerite Mendell, Nicolas Postel, César Rodríguez Garavito, Jean-Michel Servet, Richard Sobel et Boaventura de Sousa Santos). Leur objectif commun est l'analyse d'une question qui semble essentielle pour notre époque: celle des rapports entre économie et démocratie.

¹ I. Hillenkamp et J.-L. Laville [dir.], Toulouse, Erès, 2013.

Ces rapports s'expriment à grande échelle, au travers notamment de régulations et rapports de force au niveau national et mondial. Mais ils se construisent aussi localement et « par le bas », en particulier au travers pratiques de production, d'échange, de financement et de consommation dites « alternatives », comme l'économie sociale et solidaire, qui revendiquent des valeurs, principes et institutions plus démocratiques. Ce livre porte une attention particulière à ces pratiques; il espère contribuer à augmenter leur visibilité en montrant leur rôle essentiel dans la démocratisation, sans ignorer pour autant leurs difficultés et contradictions. Pour cela, le livre a cherché à rassembler des auteurs issus de différentes régions du monde et de différentes disciplines pour produire des points de repère utiles aux chercheurs et aux acteurs de terrain pour comprendre ces pratiques et les rapports entre économie et démocratie. Une première idée partagée dans ce livre est que ces rapports sont essentiels dans les sociétés contemporaines au Nord et au Sud non seulement à cause des interactions permanentes entre organisations économiques et cadres institutionnels et politiques, mais aussi parce que la manière dont l'économie est instituée influe de manière décisive sur la qualité et la possibilité même de la démocratie. Cette position, d'économie et de philosophie politique, diffère radicalement de l'orthodoxie néolibérale qui a dominé le champ académique et politique jusqu'à il y a peu en affirmant l'autonomie d'une sphère économique qui fonctionnerait en associant le principe du marché à celui de propriété privée des moyens de production et d'échange. Par ailleurs, cette position diffère de certaines critiques du néolibéralisme peu soucieuses des libertés démocratiques et, au sein même de la socioéconomie, elle se singularise par l'attention portée aux rapports entre économie et démocratie, plutôt qu'à la seule analyse du fonctionnement des marchés « réels ».

L'importance de l'analyse et de la prise de conscience de ces rapports est illustrée, si besoin était, par la « crise », d'abord financière et économique et aujourd'hui politique, qui sévit depuis 2007. Cette crise, qui est causée par diverses formes de surendettement (des ménages nord-américains dans la crise des subprime, aux Etats du Sud de l'Europe en passant par les clients du micro-crédit dans différents pays d'Asie, Afrique et Amérique latine), témoigne des impasses auxquelles conduit une croyance aveugle dans l'auto-régulation des marchés, notamment financiers. Cette croyance a entraîné une destruction telle de biens, de services et d'emplois, publics et privés, qu'elle fait le lit d'anciens et de nouveaux mouvements d'extrême droite. Si les derniers agissements du parti « Aube dorée » en Grèce illustrent la dérive fasciste de la manière la plus inquiétante, il faut bien voir que les atteintes à la démocratie ont été incessantes depuis le début de la crise: dans les pays surendettés dont la politique économique a été dictée par des technocrates désignés par leurs créanciers internationaux, mais aussi dans les pays créanciers, comme l'Allemagne, où des décisions fondamentales ont été prises en court-circuitant la voie parlementaire au nom de l'urgence de la situation des marchés financiers.

2. L'ACTUALITÉ DE KARL POLANYI

Karl Polanyi (1886-1964) est l'un des penseurs du XXe siècle qui, à partir de la montée du fascisme en Europe dans les années 1920, a consacré une grande partie de son œuvre à l'étude des rapports entre économie et démocratie. Sa pensée reste féconde aujourd'hui pour peu que l'on s'intéresse aux principes qu'elle révèle et que l'on s'autorise à l'actualiser de manière critique.

D'origine hongroise, Polanyi est souvent présenté comme un historien de la pensée économique. Son parcours est pourtant loin d'être uniquement académique. Dans les années 1920, il a vécu à Vienne en Autriche, où il était journaliste politique. En 1933, il fuit le nazisme et s'installe en Angleterre où il subsiste en donnant des cours du soir à des travailleurs. Au début des années 1940, il émigre en Amérique du Nord où il est, entre 1947 et 1953, professeur d'économie à l'Université Columbia à New York, alors que ses travaux de l'époque sont avant tout reconnus en anthropologie économique. C'est sans doute cette vie mouvementée et qui a ignoré les cloisonnements entre monde professionnel et académique et entre disciplines qui ont fait de lui un penseur «holiste», capable d'embrasser les liens entre questions économiques et politiques.

Son ouvrage le plus célèbre, *La Grande Transformation*², a été écrit pendant la guerre lorsqu'il se trouvait en Angleterre et aux États-Unis et paraît successivement à New York en 1944 puis en 1945 à Londres sous le titre *The Origins of our Times*. Il est le plus souvent lu comme un essai sur les racines politiques de la montée, dans l'Angleterre du XVIIIe siècle et du début du XIXe siècle, de cette invention improbable qu'est le marché autorégulateur. Le livre décrit alors comment ce marché a pu détruire le tissu social et conduire à la montée des régimes fascistes en Europe et débouche sur l'espoir, après guerre, d'une grande transformation qui soumettrait les marchés à un contrôle démocratique – le «réencastrement». Mais *La Grande Transformation* n'est pas seulement un essai historique. C'est aussi un ouvrage théorique, qui prétend mettre à jour, au travers d'analyses toujours ancrées dans le réel, les interactions et grands rapports de causalité entre principes d'intégration économique et régimes politiques. Il montre que la marchandisation produit une réaction de protection de la société qui menace de prendre des formes autoritaires et fascistes.

Cette seconde lecture permet de comprendre la continuité des travaux de Polanyi aux différentes périodes de sa vie, en particulier ceux de la période américaine sur des sociétés anciennes. À travers une approche anthropologique et historique, Polanyi cherche alors à mettre en évidence l'existence de plusieurs principes d'intégration économique: non seulement le marché associé à la concurrence, mais aussi la réciprocité fondée sur la complémentarité, la redistribution dans des systèmes centralisés et l'administration domestique. Il démontre ainsi que ces principes ont existé tout au long de l'histoire. A notre époque, le pluralisme économique joue un rôle essentiel pour la démocratie, quand bien même le marché apparaît à la plupart de nos contemporains comme la «loi» unique régissant l'économie, justifiant une dissociation entre pensée du politique et de l'économique.

C'est par cette analyse théorique, ancrée dans différentes époques historiques, que l'œuvre de Polanyi peut être croisée avec les recherches actuelles sur des questions comme l'émancipation dans le contexte de marchandisation, les processus de démocratisation issus de la société civile, les «alternatives» économiques ou encore les principes de l'économie plurielle. Cette démarche, entreprise dans le livre, permet en particulier:

- > de rendre visibles les pratiques qui visent à démocratiser l'économie, en montrant qu'elles relèvent d'une économie plurielle et en reconnaissant leur statut d'alternatives émergentes au niveau local;

² Polanyi Karl (1983 [1944]), *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard.

- > de les aborder de manière critique, en considérant notamment que les principes de solidarité qu'elles cherchent à mettre en œuvre ne s'alignent pas forcément avec l'émancipation et qu'inversement, le principe de marché peut, lorsqu'il n'est pas mis au service du profit et de la propriété privée, augmenter les libertés et contribuer à éliminer certaines formes d'oppression.

3. QUELQUES POINTS DE DÉBAT

1. QUELLES SONT LES PISTES POLITIQUES ET LÉGISLATIVES POUR FAVORISER UNE TRANSITION VERS L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE? UNE DÉMOCRATISATION DE L'ÉCONOMIE EST-ELLE POSSIBLE TANT QUE SUBSISTENT LES «ÉLITES POLITIQUES»?

Dans de nombreux pays, la crise financière, économique puis politique a effectivement ouvert un espace politique dans lequel l'économie solidaire peut s'inscrire. Face à des solutions à la crise qui paraissent insuffisantes, voire inadaptées, comme la simple moralisation du capitalisme ou l'opposition entre État et marché dans les politiques d'austérité, l'économie solidaire peut être l'un des supports d'une nouvelle économie politique. Pour suivre cette voie, la reconnaissance politique du pluralisme économique semble indispensable. En effet, si les organisations d'économie solidaire ont pu éviter les écueils auxquels a conduit le néolibéralisme, c'est en combinant en pratique le principe de marché avec ceux de redistribution, de réciprocité et d'administration domestique. Comme l'a montré Karl Polanyi à propos du marché «autorégulateur», mais aussi Marcel Mauss au sujet de la réciprocité, tout principe, lorsqu'il se veut unique, porte un danger totalitaire. Le pluralisme des principes d'intégration économique, présent dans l'économie solidaire, permet (mais ne garantit pas) d'éviter ce danger.

Contre la confusion lancinante entre économie et marché, les politiques peuvent donc contribuer à inscrire le pluralisme économique dans les institutions et favoriser ainsi de manière décisive la pérennité et le déploiement de l'économie solidaire. Cela peut concerner différents aspects du pluralisme économique, comme par exemple la reconnaissance de formes spécifiques de propriété, de régimes fiscaux, d'assurances sociales, de commercialisation dite «équitable» ou encore de finances solidaires. Cependant, l'action publique ne peut se résumer à une action des pouvoirs publics. La pluralité économique en général et l'économie solidaire en particulier ne peuvent s'instaurer par décret et toute tentative politique de les faire advenir sans les lier avec les organisations et initiatives existantes porte un risque considérable de dénaturation du projet initial et d'échec. C'est ce qu'illustrent notamment, à des degrés divers, les nouvelles politiques volontaristes en faveur de l'économie solidaire au Venezuela, en Bolivie et en Equateur. Les élites politiques, même renouvelées, ne sauraient en effet faire progresser seules l'économie plurielle et solidaire. Des interactions et médiations entre la sphère politique et les organisations d'économie solidaire, au travers de l'espace public et d'organisations intermédiaires de la société civile, semblent indispensables.

2. L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE NE COURT-ELLE PAS LE RISQUE DU LOCALISME? À QUELLES CONDITIONS PEUT-ELLE SE DÉPLOYER À GRANDE D'ÉCHELLE, Y COMPRIS DANS LES PAYS DU SUD?

Le localisme présente effectivement des risques, notamment lorsqu'il est pensé comme un rempart contre différents types d'échange avec l'extérieur ou lorsqu'il repose sur une vision idéalisée de la communauté. Le projet de Big Society de David Cameron illustre aujourd'hui

ce risque en utilisant l'image de la communauté entrepreneuriale pour justifier un retrait de l'État de l'économie et des services publics. Il est comparable en cela à la variante néolibérale du développement local associée aux plans d'ajustement structurel appliquée aux pays du Sud depuis les années 1990.

Cependant, le localisme n'est pas seulement négatif. Il est par exemple indispensable pour réduire l'empreinte écologique et autoriser la diversité des pensées et des cultures. Les courants de pensée qui ont inspiré l'économie solidaire contemporaine sont également partis de la valeur du local: notamment, les projets socialistes associationnistes du XIXe siècle comme ceux de Charles Fourier, Pierre Leroux ou Robert Owen, qui ont soutenu l'organisation des producteurs en groupes autonomes et librement fédérés; ou encore le socialisme de guildes qu'a défendu Karl Polanyi durant les années 1920, en particulier dans sa controverse à Vienne avec Ludwig von Mises et qui prolonge les idées associativistes du XIXe siècle. Cette conception du local comme échelle indispensable pour ancrer les initiatives dans la société civile est positive lorsque ces initiatives sont fédérées et associées à une action publique fondée sur un principe de subsidiarité ascendante.

Ceci dit, l'économie solidaire n'est pas automatiquement associée ni limitée au niveau local. Par exemple, on considère souvent qu'une limite des monnaies complémentaires est leur échelle de déploiement locale. Mais cette limite ne doit pas être exagérée. Même lorsque des monnaies sont ancrées dans un cadre communautaire ou identitaire affirmé, comme c'est le cas par exemple en Catalogne ou au pays basque, les monnaies peuvent être transférables en monnaie nationale, en l'occurrence l'euro. Le Fureai Kippu, monnaie intergénérationnelle au Japon fonctionnant comme une banque de temps, démontre la possibilité d'une monnaie complémentaire fonctionnant à grande échelle. Cette monnaie permet d'accumuler des heures de services en faveur d'une personne âgée, qui peuvent être transférées d'un bout à l'autre du pays, par exemple entre générations d'une même famille. Cette monnaie sociale contribue ainsi au traitement national du problème de la dépendance.

Au Brésil, le déploiement de l'économie solidaire depuis le début des années 2000 ne s'est pas opéré directement par une «montée» du niveau local. Les interactions entre le niveau mondial et le niveau local lors du Forum social mondial de Porto Alegre en 2001, puis l'arrivée au pouvoir du Parti des travailleurs en 2003 ont été déterminantes: le Forum brésilien d'économie solidaire a été créé suite aux débats lors du Forum mondial; après l'élection Luiz Inácio Lula da Silva, le Forum a obtenu la nomination d'un secrétaire d'État; cette dynamique a alors donné lieu à des déclinaisons du Forum dans chacune des régions brésiliennes. De manière générale, la construction de l'économie solidaire doit être pensée aujourd'hui en termes d'impulsions de différents niveaux favorisant l'émergence d'initiatives, dans un contexte d'entremêlement des niveaux de régulation. Elle requiert l'appropriation par les acteurs locaux des principes d'une économie plurielle et l'ajustement à leur contexte, en s'appuyant souvent sur des innovations sociales. L'expérience du Brésil, mais aussi de la Bolivie et de l'Équateur, montrent le rôle crucial des espaces d'interactions entre, d'une part, gouvernements locaux ou national et, d'autre part, organisations de la société civile et de l'économie solidaire.

Récemment, l'engouement pour les entreprises sociales a suscité la volonté de répliquer certaines «bonnes pratiques» grâce à de nouvelles ressources financières, provenant notamment de la coopération internationale au développement. On peut faire l'hypothèse qu'elles

ne seront efficaces que si la promotion des initiatives s'accompagne de leur appropriation par les acteurs locaux et de leur ancrage politique et institutionnel.

3. LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE EST-ELLE UN OBSTACLE À LA DÉMOCRATISATION DE L'ÉCONOMIE? QUEL BILAN PEUT-ON TIRER DES EXPÉRIENCES ANTÉRIEURES D'AUTOGESTION, NOTAMMENT AU NIVEAU DES ÉTATS COMME EN YUGOSLAVIE?

La privatisation associée à la marchandisation est effectivement au fondement du néolibéralisme qui a, depuis trois décennies, encouragé une accumulation inédite de gains, notamment financiers, et conduit à subordonner la sphère politique à des intérêts privés. L'économie solidaire, comme pratique de démocratisation de l'économie, est généralement associée à des formes de propriété collective et d'autogestion ou de gestion participative. Mais ces formes de propriété et de gestion ne sont pas de grands systèmes alternatifs qui seraient mis en place du jour au lendemain. Le bilan de l'autogestion sous Tito met notamment en garde contre une telle utopie. Si l'expérience yougoslave s'est bien « vendue » en Occident à l'époque, les méthodes que l'on pouvait observer à l'intérieur de la Yougoslavie différaient en réalité peu de celles du communisme totalitaire. Par exemple, lors de grèves, les syndicalistes étaient interrogés par les syndicalistes officiels représentant le Parti.³ Le montage institutionnel de l'autogestion de type étatiste en Yougoslavie a certes eu des aspects intéressants, mais elle pose fondamentalement la question de l'échelle et du type de processus pour y arriver. Il semble aujourd'hui plus pertinent de s'interroger sur les manières d'insuffler des processus d'autogestion *goutte à goutte*⁴ dans différents lieux, notamment de production.

Enfin, les tensions provoquées par la propriété privée ne peuvent plus être pensées aujourd'hui seulement dans le schéma classique de la lutte des classes. Les dirigeants des grandes entreprises ne sont en général plus les propriétaires des moyens de production, mais des salariés de l'entreprise au service de la création de valeur financière pour les actionnaires. Par ailleurs, la question de la propriété collective demande à être rapprochée de celle, plus large, de la définition de biens communs, destinés à un usage collectif ou partagé. Ces biens ne doivent pas être confondus avec les biens publics définis en sciences économiques comme des biens non exclusifs et non rivaux et souvent illustrés par l'exemple de l'air ou de l'eau. La définition des biens communs est politique et relève de la définition de droits d'usage et du partage des richesses, comme par exemple dans la proposition de création d'un revenu inconditionnel. Ce point de vue invite à repenser la question de la propriété, toujours essentielle, en termes de hiérarchisation des droits d'usage, à la frontière entre économie et politique. Cette proposition rejoint des approches qui ont été celles de la philosophie thomiste qui a inspiré notamment la doctrine sociale de l'Église.

³ Voir le numéro 6 (1981) de la revue *Autogestions*, *Les habits neufs du président Tito*, Toulouse, Privat.

⁴ D'après le titre du livre de Daniel Mothée, publié en 1980 aux éditions du Centurion.